

Numéro 033 du
31 Octobre 2016

Budget 2016

Les grandes lignes des dépenses exécutées au 30 Septembre

Page 5-8

Commune de Masina:
la population s'exprime
sur la gestion des recettes publiques

Page 9-10

SOMMAIRE

Editeur

L'Observatoire de la Dépense Publique

Président du Conseil d'Administration

Florimond Muteba Tshitenge

Directeur de Publication

Rycky Mapama

Secrétaire de Rédaction

Jacques Katshelwa

Rédacteur en Chef

Valery Madianga

Equipe de Rédaction

Jacques Katshelwa

Valery Madianga

Valentin Madiba

Olivier Kipulu

Guillaume Atatama

Mise en page et Réalisation PAO

Valery Madianga

Adresse:

191, avenue Buta, Commune de Lingwala

Kinshasa/Rép.Dém. du Congo

Téléphone: +243 81 078 3751

E-mail: odeprdc@yahoo.fr

www.odeprdc.cd

Edito:

La RDC a-t-il un budget ? p.3

Dossier:

Le budget 2017 s'élève à 4.7 milliards \$ p.4

Dossier:

Budget 2016:

Les grandes lignes des dépenses exécutées au 30 Septembre p.4-9

- Exécution par axe du programme du gouvernement p.6
- Exécution par nature économique p.6
- Les charges transférées en provinces et ETD p.7
- Les dépenses de services sociaux au 30 septembre 2016 p.7
- Les dépenses des institutions politiques p.8
- Constat général p.8

Activités ODEP

Commune de Masina:

la population s'exprime sur la gestion des recettes publiques p.9-10

Cette publication a été réalisée grâce
à l'appui de:



Editorial

La RDC a-t-il un budget ?

La programmation budgétaire d'action du gouvernement renseigne que durant la mandature 2012-2016, la politique du Gouvernement devrait se focaliser sur l'accroissement des ressources internes, le recadrage des priorités de dépenses et l'accroissement de l'efficacité des dépenses.

En terme nominal, le total du budget va évoluer de 6.609 milliards à CDF 11.848 milliards en 2016.

Dans la mise en œuvre du programme budgétaire d'action du gouvernement, on constate que le budget de l'Etat dégringole en termes de prévision et d'exécution. Entre 2012 et 2016 les budgets de l'Etat ont été fixés de manière suivante :

o en 2012 le budget de l'Etat a été exécuté à 4,320 Milliards de FC contre 6, 609 milliards de FC soit 65,4%;

o en 2013 le budget de l'Etat a été exécuté à 4,518 Milliards de FC contre une prévision de 7,259 Milliards de FC soit 62,2% ;

o en 2014, sur une prévision de 8,273 Milliards de FC ce budget a été exécuté à hauteur de 6,052 Milliards soit 73,16% ;

o en 2015, sur une prévision 8,496 Milliards, ce budget a été exécuté à hauteur de 5.554,61 milliards soit 65,38%.

o Prévu à hauteur de 8.476,3 Milliards de FC, le budget 2016 peine à être exécuté. D'abord, il a été réduit à 6.610,9 milliards soit une baisse de 22,0 % suite à la situation économique que traverse le pays.

En comparant l'exécution des dépenses sociaux et des institutions de l'Etat contenue dans toutes ces lois de finances, il faudra révéler que le budget de la RDC reste un budget de fonctionnement. La non-consommation et la sous-consommation des crédits entravent le bon fonctionnement des services et l'exécution des projets d'investissement. Les dépenses du social de la population sont faiblement exécutées soit en dessous de 50% et celles des institutions politiques exécutées en dépassement ; les recettes de l'Etat sont faiblement mobilisées

Rycky MAPAMA, Directeur Exécutif de l'ODEP

Le budget 2017 s'élève à 4.7 milliards \$

Le 1er Ministre et le Prés. de l'ASS. Nat. lors du dépôt du budget 2017

De 6 milliards de Francs congolais (CDF)-à peu près 5 milliards \$ à 5 milliards 700 mille CDF, soit 4.7 milliards \$, tel est le projet de Budget de l'État pour l'exercice 2017 qu'a déposé le mardi 25 octobre le Premier Ministre Augustin Matata Ponyo. Pour une population de 80,5 millions d'habitants, le budget déposé à l'Assemblée nationale est en diminution de près de 15 % par rapport au Budget 2016.

Le premier Ministre Matata Ponyo Justifie cela par la conjoncture internationale difficile, marquée par la baisse des matières premières, cuivre et pétrole en tête. Selon le premier Ministre cette loi des finances a accordé une priorité au processus électoral.

Une situation similaire dans d'autres pays africains ?

Le budget 2017 du Congo-Brazzaville, très tributaire des exportations d'hydrocarbures (3/4 des recettes publiques et plus de 80 % de ses exportations), ne témoigne pas d'un embellissement. Bien au contraire, le projet de loi de finances adopté prévoit des recettes budgétaires de 1 680 milliards de francs CFA en 2017 (2,56 milliards d'euros). Soit une baisse de 27% par rapport aux 2 333 milliards de F CFA inscrits dans la loi de finances initiale 2016.

Même situation pour le budget 2017 du Gabon, qui prévoit des recettes en légère baisse, les ressources budgétaires de l'Etat pour 2017 sont évaluées à 2.477,5

milliards de FCFA (3,77 milliards d'euros) contre 2.626 dans la loi de finances 2016, soit une baisse de 145,5 milliards (95,7 millions d'euros)», selon le projet de budget adopté jeudi en Conseil des ministres.

L'Angola de son côté prévoit dans le budget 2017 une baisse à hauteur de 5,9% par rapport à 2016.

Par contre le projet de budget 2017 présenté par les autorités ivoiriennes est estimé à 6501,4 milliards F CFA (9,9 milliards d'euros) en hausse de +12% par rapport à 2016 où le dernier rectificatif début septembre fixait le budget à 6 165 milliards F CFA.

Valery Madianga
Chargé de Communication

Tableau comparatif de quelques budgets des pays africains

Pays	Budget	Population	Superficie/Km2
République Dém. Du Congo	4,5 Milliards \$	80,5 Millions	2.345.409 km ²
Congo-Brazza	2,56 milliards €	4.776.576	341.821 km ²
Côte d'Ivoire	9,9 milliards €	22.671.331	322 462 km ²
Gabon	3,77 milliards €	1.919.671	267 667 km ²
Rwanda	2,60 Milliards \$	11,9 Millions	26.338 km ²
Uganda	7,90 Milliards \$	40,3 Millions	241.038 km ²
Tanzanie	13,51 Milliards \$	54,3 Millions	945.085 km ²
Angola	44,22 Milliards \$	26,1 Millions	1.246.700 km ²

Budget 2016

Les grandes lignes des dépenses exécutées au 30 Septembre

Construction du barrage de Zongo 2

La loi de finances rectificatives 2016 a été votée en recettes et en dépenses à hauteur de FC 6.694.506.503. Les états de suivi budgétaire provisoire à fin septembre 2016 renseignent au niveau global des dépenses exécutées de l'ordre de 2.926.374.143.961 FC contre les prévisions linéaires de 4.123.103.698.038 FC, soit un taux d'exécution de 71,0%.

En ressources internes, les dépenses effectuées s'élèvent à 2.787.463.567.469 FC contre une prévision de 3.388.796.582.120 FC, soit un taux d'exécution de

82,3%.

En ressources extérieures, les statistiques collectées auprès des différents partenaires techniques et financiers indiquent un niveau des dépenses exécutées à hauteur de 138.910.576.492 FC contre les prévisions linéaires de 734.307.115.918 FC, soit un taux d'exécution de 18,8%.

De manière générale, les différentes étapes de l'exécution des dépenses affichent le comportement ci-après :

• Engagement : 3.104.119.643.826

FC, contre une prévision linéaire de 4.123.103.698.038 FC, soit un taux de 75,3%.

• Liquidation : 3.083.964.946.297 FC correspondant au taux de 99,4% par rapport aux engagements ;

• Ordonnancement : 2.948.978.269.045 FC, renseignant le taux de 95,6% par rapport aux liquidations ;

• Paiement : 2.926.374.143.961 FC indiquant le taux de 99,2% par rapport aux ordonnancements.

Exécution par axe du programme du gouvernement en FC

Axes	Prévision linéaire 30 septembre 2016	Exécution	Taux d'ex. (%)
Poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat	1.373.618.784.916 FC	1.124.718.166.288	81,9%
Consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance et la création d'emploi	1.048.869.056.132	557.482.881.557	53,2
Poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base	257.956.342.434	103.190.190.391.045	40,0
Améliorer le cadre de vie et les conditions sociales de la population	1.379.389.046.107	1.079.893.830.420	78,3
Renforcer le capital humain et l'éducation à la citoyenneté	32.404.979.904	28.559.474.726	88,1
Renforcer la diplomatie et la coopération au développement	30.864.488.545	32.529.399.883	105,4

Source: DPSB

À la lecture des dépenses exécutées par axe du programme du gouvernement, on constate que les axes 4 et 5 consacrés au social ont connu respectivement un taux d'exécution de 78,3 % et 88,1%. L'axe consacré au renforcement de la diplomatie et

à la coopération au développement a été exécuté en dépassement, c'est-à-dire à hauteur de 105,4% ; poursuivre la construction et la modernisation des infrastructures de base a été exécuté à 40,0% ; consolider la stabilité macroéconomique et accélérer la croissance

et la création d'emploi a été exécuté à 53,2% et poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles en vue de renforcer l'efficacité de l'Etat a été exécuté à 81,9%.

Exécution par nature économique en FC

Titres budgétaires	Prévision linéaire au 30 septembre	Exécution	Taux d'exéc. (%)
Dettes publiques en capital	125.333.790.000	158.284.080.404	126
Frais financiers	58.743.996.150	51.750.466.254	88,1
Dépenses de personnel	1.533.879.757.001	1512.730.799.808	98,6
Biens et matériels	129.945.128.587	88.534.021.634	68,1
Dépenses de prestations	200.418.454.792	169.777.816.024	84,7
Transferts et intervention de l'Etat	1.088.126.995.341	745.240.847.323	68,5
Equipements	623.702.739.366	107.924.842.035	17,3
Construction, réfection, réhabilitation,...	362.952.836.802	92.127.270.479	25,4

Source: DPSB

À la lumière de l'exécution des dépenses par nature économique, les dépenses d'investissements, c'est-à-dire équipements et construction, réfection, réhabilitation ont connu respectivement un taux d'exécution de

17,3% et 25,5%. Le gouvernement s'est résolu à payer la dette publique en capital à hauteur de 126% ; les frais financiers à 88,1% ; les dépenses de personnel à 98,6% ; Biens et matériels à 68,1% ; dépenses de prestations 84,7% ; trans-

ferts et intervention de l'Etat 68,5%.

Jacques KATSHELEWA
Chargé de Programmes



Exploitation agricole à Mbanza-Ngungu

Les dépenses de services sociaux au 30 septembre 2016

Administrations	Budget voté	Prévisions linéaires au 30 septembre 2016	Exécution au 30 septembre 2016	Taux d'ex. (%)
<i>Santé</i>	366.005.338.403	274.504.003.802	146.570.430.384	53,3
<i>Enseignement Primaire et secondaire</i>	679.575.998.853	509.681.999.139	456.050.008.158	89,4
<i>Enseignement technique et professionnel</i>	56.412.792.789	42.309.594.591	1.550.673.180	3,6
<i>Infrastructures et travaux publics</i>	272.165.266.315	204.123.949.736	58.552.223.449	1,6
<i>Agriculture</i>	302.289.611.012	226.717.208.258	42.306.939.929	18,6
<i>Développement rural</i>	61.681.055.125	46.260.791.343	9.249.846.421	20
<i>Energie</i>	119.260.877.203	89.445.657.902	78.074.993.637	87,2

Source: DPSB

Les dépenses de services sociaux exécutées entre janvier et 30 septembre 2016 se présentent de manière suivante : santé à 53,3% ; Enseignement Primaire et secondaire à 89,4% ; Enseignement technique et professionnel à 3,6% ; Infrastructures et travaux publics 1,6% ; Agriculture à 18,6% ; Développement rural à 20% ; Energie à 87,2%.

Les charges transférées en provinces et ETD

Charges transférées	Prévision linéaire au 30 septembre	Exécution	Taux d'exéc.(%)
Rémunération	539.623.015.627	560.821.574.698	103,9
Fonctionnement	159.300.000.000	93401.968.047	58,6
Investissement	122.496.945.218	26.999.028.499	22,0

Les charges transférées en provinces et ETD ont été exécuté de manière suivante : 103,9% pour le compte de la

rémunération ; 58,6% pour le fonctionnement et 22,0% pour l'investissement.

Guillaume ATATAMA
Journaliste

Les dépenses des institutions politiques au 30 septembre 2016

La primature de la RDCongo

Institutions	Budget voté	Prévisions linéaires au 30 septembre 2016	Exécution au 30 septembre 2016	Taux d'ex. (%)
<i>Présidence de la République</i>	95535605106	71.651.703.829	88 677 226 864	123,7
<i>Primature</i>	22.035.185.357	16.526.389.017	30 131 095 595	182,3
<i>Sénat</i>	44.667.618.887	33.500.714.165	36 463 449 395	108,8
<i>Assemblée nationale</i>	150.710.752.913	113.033.064.684	92 918 147 876	82,2
<i>Commission électorale nationale indépendante</i>	318.815.987.494	239.111.990.620	157 407 316 940	65,8
<i>Conseil économique et social</i>	7.040.868.259	5.280.651.194	3 188 142 066	60,3
<i>Commission nationale de droit de l'Homme</i>	6.173.287.405	4.629.965.553	922.553.298	20
<i>Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication</i>	5.458.783.918	4.094.087.938	3.177.905.663	77,6

Source: DPSB

Entre janvier et septembre 2016, les dépenses des institutions politiques ont été exécutées de manière suivante : présidence de la ré-

publique 123,7% ; Primature à 182,3% ; Sénat à 108,8% ; Assemblée nationale à 82,2% ; Commission électorale nationale indépendante à 65% ; Commission

nationale de droit de l'Homme à 20% ; Conseil économique et social à 60,3% ; Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication à 77,6%.

Constat général sur le budget 2016

À u terme de l'analyse des dépenses du budget 2016 exécutées entre janvier et septembre, on constate ce qui suit :

- 82,3% des dépenses ont été exécuté grâce aux ressources internes tandis que les ressources externes ont été mobilisé à hauteur de 18,8% ;
- Les dépenses du social ont été faiblement exécutées ;

- les dépenses de fonctionnement des Ministères et de rémunération du personnel ont connu un taux d'exécution de 80% au moins dans toutes les administrations ;
- les dépenses d'investissements sur ressources propres et sur ressources extérieures ont été faiblement exécutées ;
- les dépenses des élections ont été financé entièrement par les ressources

internes à hauteur de 100.954.000.000 FC sur une prévision linéaire de 186.000.000.000 FC soit 54,2% ;

- les dépenses des institutions politiques, telles que la Présidence et la Primature ont été exécuté en dépassement.

La Transparence

Commune de Masina :

La population s'exprime sur la gestion des recettes publiques

Maison communale de Masina/Kinshasa

Le contexte de démocratisation actuel de la RDC exige de la part des gouvernants la redevabilité vis-à-vis des gouvernés. Cette exigence impose aux gouvernants le respect des principes de bonne gouvernance à savoir la redevabilité, la participation citoyenne, la justice distributive et la transparence.

C'est dans ce cadre que la synergie ODEP-RECIC/Kinshasa a organisé le 13 Septembre 2016, une Tribune d'Expression Populaire dans la commune de Masina. Cette activité avait pour thème « le budget de la com-

mune de Masina, obstacles à la mobilisation des recettes et pistes de solution ».

Les objectifs de cette TEP étaient les suivants : restaurer le dialogue et la confiance entre l'autorité municipale et les contribuables (la population) ; amener la population à s'exprimer d'une part sur les mécanismes (taxes, services de recouvrement...) de mobilisation des recettes dans la commune de Masina et sur les dépenses effectuées pour l'intérêt communautaire dans cette commune; proposer des pistes de solution pour une participation responsable de la population

par la création d'un espace interactif d'échanges entre la population et les dirigeants de la Commune sur la mobilisation des recettes et l'affectation des dépenses publiques.

Avant les échanges, l'ODEP a procédé à la présentation de l'analyse menée sur l'exécution du budget 2015 de la commune de Masina. Son contenu a révélé que Le taux d'exécution du budget a été de 233.653.620 fc contre 1.469.356.252,24 FC soit 15,9%. Les recettes propres ont été réalisées à hauteur de 223.653.620 FC contre une prévision de 335.823.524 FC soit 66,6% et les recettes provenant de

*L'Information en continue sur
www.odeprdc.cd*



Les participants à la TEP/Masina

la quotité de recettes à caractère national de l'ordre de 10.000.000 FC contre 1.133.532.728,24 FC soit 0,88%.

Lors des débats, une attention a été focalisée sur la contreperformances des services d'assiette dans la mobili-

sation des recettes, le civisme fiscale, la taxe de parking, la taxe d'étalage et de toilette, la taxe d'immatriculation moto taxis, la rétrocession et l'activation de certains actes générateurs.

Pour accroître les recettes publiques de la commune de Masina dans le

budget 2017, les participants ont formulé à l'autorité communale les recommandations suivantes : activer les actes générateurs non activités conformément à l'ordonnance-loi n° 13/001 du 23 février 2013, qui fixe la nomenclature des impôts, droits, taxes et redevances des provinces et des entités territoriales décentralisées ainsi que leurs modalités de répartition ; percevoir la taxe d'immatriculation moto au niveau de la commune; amener la province à transférer la rétrocession à hauteur de 50% pour faire en sorte que le budget 2017 de Masina soit réaliste et crédible.

Il faut signaler que cette activité a été financé par 11.11.11 et a connu la participation de 80 personnes composées des opérateurs économiques et les contribuables de la commune de Masina, des autorités politico-administratives et des ONG locales.



Les participants à la TEP/Masina